

Avis de convocation / avis de réunion

NOVAPIERRE ALLEMAGNE

Société civile de placement immobilier à capital variable
Siège social : 153 boulevard Haussmann, 75008 PARIS
798 920 427 R.C.S. PARIS

Avis de convocation

Par courrier et avis paru au *Bulletin des Annonces Légales Officielles* en date du 7 juin 2019, vous avez été invité, en votre qualité d'associé, sur première convocation, à l'Assemblée Générale Mixte de la Société Civile de Placement Immobilier NOVAPIERRE ALLEMAGNE, qui s'est tenue le 25 juin 2019 à 17h00, au Salon La Pagerie, Les Salons de l'Etoile – Hôtel Napoléon, 40 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Lors de cette Assemblée Générale du 25 juin 2019 :

- Le quorum requis pour l'Assemblée Générale Ordinaire a été réuni
- Le quorum requis pour l'Assemblée Générale Extraordinaire n'a pas été réuni

En conséquence, la société de gestion a l'honneur de vous inviter, sur seconde convocation, à l'Assemblée Générale Extraordinaire qui aura lieu le 12 juillet à 10h00, au siège social de la société, 153 boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

L'Assemblée Générale Extraordinaire se tiendra à l'effet de délibérer, sur seconde convocation, sur l'ordre du jour ci-après.

I/ Ordre du jour :**Résolutions à titre extraordinaire**

9. Mise en place d'un système de convocation et de vote électronique ;
10. Possibilité pour la Société de gestion d'éditer des bulletins d'information semestriels ;
11. Pouvoirs pour formalités.

II/ Texte des résolutions :**RESOLUTIONS A TITRE EXTRAORDINAIRE****NEUVIEME RESOLUTION****MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE CONVOCATION ET DE VOTE ELECTRONIQUE**

L'Assemblée Générale approuve la mise en place d'un système de convocation et de vote électronique permettant aux associés de voter de manière dématérialisée.

L'Assemblée Générale décide de modifier en conséquence l'article 25 des statuts de la SCPI « *Assemblées Générales* » de la manière suivante :

Ancien article :**« Article 25 – Assemblées Générales »**

(...)
Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales, en personne ou par mandataire, celui-ci devant être obligatoirement choisi parmi les associés. Ils peuvent également voter par correspondance.
(...) »

Nouvel article :**« Article 25 – Assemblées Générales »**

(...)
Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales, en personne ou par mandataire, celui-ci devant être obligatoirement choisi parmi les associés. Ils peuvent également voter par correspondance ou par voie électronique.
(...) »
Le reste de l'article est inchangé.

L'Assemblée Générale décide de modifier également l'article 29 des statuts de la SCPI « *Communications* », comme suit :

Ancien article :**« Article 29 – Communications »**

(...)
L'avis et la lettre de convocation aux assemblées générales indiquent le texte des projets de résolutions présentés à l'assemblée générale. La lettre de convocation est, en outre, accompagnée des documents auxquels ces projets se réfèrent.
Avec la convocation à l'assemblée, tout associé reçoit, sans frais pour lui, à l'adresse indiquée, une brochure regroupant l'ensemble des documents et renseignements prévus par la loi, et notamment les rapports de la Société de Gestion, du Conseil de Surveillance, du ou des commissaires aux comptes, ainsi que, s'il s'agit de l'assemblée générale ordinaire annuelle, le bilan et les comptes.
(...) »

Nouvel article :**« Article 29 – Communications »**

(...)

L'avis et la lettre de convocation aux assemblées générales indiquent le texte des projets de résolutions présentés à l'assemblée générale. La lettre de convocation est, en outre, accompagnée des documents auxquels ces projets se réfèrent.

A moins qu'il ait accepté de recevoir sa convocation par courrier électronique, tout associé reçoit, avec la lettre de convocation à l'assemblée, par voie postale à l'adresse indiquée et sans frais pour lui, une brochure regroupant l'ensemble des documents et renseignements prévus par la loi, et notamment les rapports de la Société de Gestion, du Conseil de Surveillance, du ou des commissaires aux comptes, ainsi que, s'il s'agit de l'assemblée générale ordinaire annuelle, le bilan et les comptes.

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

DIXIEME RESOLUTION

POSSIBILITE POUR LA SOCIETE DE GESTION D'EDITER DES BULLETINS D'INFORMATION SEMESTRIELS

L'Assemblée Générale prenant acte de l'évolution réglementaire résultant de la modification de l'article 422-228 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et dont il découle que la périodicité des bulletins d'information est désormais semestrielle, approuve la mise à jour des statuts.

L'Assemblée Générale décide de modifier le ou les articles faisant référence au bulletin trimestriel, en conséquence, l'article 9 des statuts de la SCPI « *Retrait des associés* » est modifié de la manière suivante :

Ancien article :

« Article 9 – Retrait des associés

(...)

La Société rachète immédiatement les parts pour les annuler. S'il existe des demandes de souscription pour un montant égal ou supérieur aux demandes de retrait, le retrait est réalisé au prix de souscription en vigueur, diminué de la commission de souscription fixée à l'article 21 des présents statuts. Le solde des souscriptions et retraits s'analyse sur les trois derniers mois. Le prix de retrait est indiqué sur le bulletin trimestriel. Les demandes de retrait sont traitées à la fin de chaque mois et les fonds sont envoyés aussitôt aux retoyants, de telle sorte que le délai d'exécution moyen est de quinze (15) jours. Il s'élève à 225,00 € à compter du 1er janvier 2014.

(...) »

Nouvel article :

« Article 9 – Retrait des associés

(...)

La Société rachète immédiatement les parts pour les annuler. S'il existe des demandes de souscription pour un montant égal ou supérieur aux demandes de retrait, le retrait est réalisé au prix de souscription en vigueur, diminué de la commission de souscription fixée à l'article 21 des présents statuts. Le solde des souscriptions et retraits s'analyse sur les trois derniers mois. Le prix de retrait est indiqué sur le bulletin trimestriel ou semestriel. Les demandes de retrait sont traitées à la fin de chaque mois et les fonds sont envoyés aussitôt aux retoyants, de telle sorte que le délai d'exécution moyen est de quinze (15) jours. Il s'élève à 225,00 € à compter du 1er janvier 2014.

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

ONZIEME RESOLUTION

POUVOIRS POUR FORMALITES

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes formalités légales de dépôts et de publicité et généralement faire le nécessaire.